



Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Institut
Européen
de
Coopération



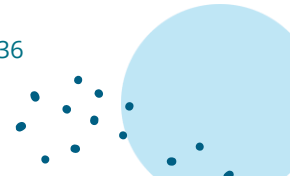
Prom'ESS Europe

Délégation GSEF 2025 à Bordeaux

Les 28, 29 et 31 octobre derniers, une délégation ESS francilienne s'est rendue au Global Social Economy Forum 2025 à Bordeaux dans le cadre de Prom'ESS Europe, un dispositif visant à faciliter l'accès des structures ESS d'Île-de-France aux financements européens. Cette délégation a renforcé la compréhension des enjeux européens par les structures ESS de notre région et a permis de défendre leurs intérêts auprès des acteurs européens.

Composition de la délégation

- **Olivier Noyelle** (Alapus)
- **Farbod Khansari** (Association France Handicap)
- **Patrice Giordano** (Association France Handicap)
- **Niels Guttermann** (ARFA)
- **Annelise Ayatsou** (BGE PaRIF)
- **John Ramsany** (BGE PaRIF)
- **Xavier Corval** (Eqosphere)
- **Camille Zahar** (FERLI)
- **Didier Galet** (MACIF)
- **Jean-Paul Wald** (MACIF)
- **Antoine Le Pessec** (REC)
- **Lina Fahsi** (REC)
- **Marion Delattre** (REC)
- **Damien Cacouault** (Splendide)
- **Eric Forti** (Ligue de l'enseignement IDF)
- **Clara Blanchard** (Région Île-de-France)
- **Cédric Dupas** (CRESS IDF)
- **Géraldine Kühn** (CRESS IDF)
- **Hully Dias** (CRESS IDF)
- **Roxane Klonowski** (CRESS IDF)
- **Sebastien Chaillou-Gillette** (CRESS IDF)
- **Lilas Leyrat** (CRESS IDF)





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

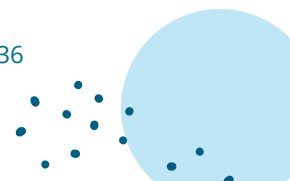
cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



Quelques chiffres

- 22 participant.es
- 10 structures franciliennes de l'ESS
- 15 dirigeant.e.s d'entreprises de l'ESS d'IDF (4 femmes et 11 hommes)
 - 1 chargée de mission de la Région Île-de-France
 - 6 salarié.e.s de la CRESS IDF
 - 3 journées au GSEF 2025 de Bordeaux
- 1 programme personnalisé Prom'ESS (20 ateliers sélectionnés)
- 2 rencontres informelles avec des représentant.e.s des institutions européennes





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC



Organisation de la délégation



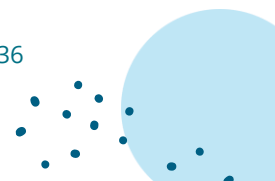
Pour la délégation Prom'ESS 2025, Il a été décidé de l'organiser dans le cadre du Global Social Economy Forum (GSEF), en raison de la portée internationale de cet événement, qui constitue un espace privilégié d'échanges et de valorisation des initiatives de l'économie sociale et solidaire à l'échelle mondiale. Afin de garantir une représentation cohérente et dynamique, un appel à candidatures a été lancé en juin 2025 auprès des adhérents de la CRESS IDF, avec la volonté de constituer une délégation Prom'ESS unique, rassemblant l'ensemble des adhérents plutôt que deux groupes distincts. Une attention particulière a été portée à la diversité des profils : toutes les familles de l'ESS y sont représentées, qu'il s'agisse de structures ayant déjà une expérience européenne ou de structures découvrant ces dynamiques pour la première fois.

Une fois le programme officiel communiqué, nous avons élaboré un parcours commun centré sur les tables rondes où les membres de la délégation étaient invités à intervenir ou à prendre la parole.

Ces temps forts ont été sélectionnés également pour leur lien avec les grands enjeux européens, afin d'assurer une cohérence d'ensemble entre les thématiques abordées et les expertises représentées.

Le parcours a été enrichi par deux temps informels favorisant le partage d'expériences et la réflexion collective, appuyés sur une trame de questions précises conçue pour nourrir les échanges.

En amont, une première visioconférence a permis aux membres de la délégation de faire connaissance, de parcourir ensemble le préprogramme du GSEF et la démarche collective envisagée, ainsi que d'identifier les attentes et besoins de chacun pour la suite.





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC



Composition de la délégation :

10 entreprises ESS :

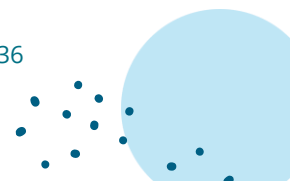
- **Olivier Noyelle d'[Alapus](#)**, une agence logistique d'appui aux projets d'utilité sociale
- **Patrice Giordano et Farbod Khansari d'[APF France Handicap](#)** qui défend les droits des personnes handicapées et de leurs familles
- **Niels Guttermann de l'[ARFA](#)**, association qui permet de suivre des formations reconnues dans les domaines de l'animation, du sport, du travail social, du tourisme et du numérique
- **Annelise Ayatsou et John Ramsany de [BGE PaRIE](#)**, structure qui accompagne la réussite des entrepreneurs par le conseil et la formation à toutes les étapes : de l'idée jusqu'à 3 ans après création
- **Xavier Corval, d'[Egosphere](#)**, une entreprise dans la conception et la mise en œuvre de programme RSE et solutions de réduction du gaspillage et des déchets
- **Camille Zahar de [FERLI](#)**, qui joue un rôle essentiel dans le soutien à l'innovation durable, opérant au cœur d'un écosystème respectueux des enjeux sociaux et environnementaux
- **Didier Galet, Jean-Paul Wald de la [MACIF](#)**, une assurance en ligne pour particuliers et professionnels
- **Antoine Le Pessec, Lina Fahsi et Marion Delattre de [REC](#)**, qui accompagne le développement des entreprises et associations à impact et faire émerger de nouveaux modèles de coopération
- **Damien Cacouault de [Splendide](#)**, spécialiste de l'immobilier et du financement dans l'ESS
- **Eric Forti, représentant de la Ligue de l'enseignement Île-de-France**

Institutionnel :

- **Clara Blanchard, Chargée de mission des entreprises engagées à la Région Île-de-France**

Equipe salariée CRESS IDF

- **Cédric Dupas**, Responsable du pôle Opportunités et Coopérations économiques
- **Géraldine Kühn**, Chargée de mission Animation et Développement du réseau
- **Hully Dias**, Chargée d'études et Doctorante CIFRE à l'Observatoire régional de l'ESS
- **Roxane Klonowski**, Responsable du pôle Collectivités et Actions publiques
- **Sébastien Chaillou-Gilette**, Directeur Général
- **Lilas Leyrat**, Chargée de mission Animation Information Orientation - Référente Europe





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

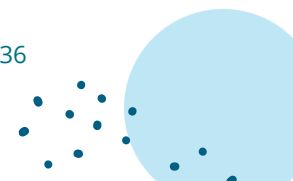
cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Ile-de-France

IEC



Programme de la délégation

29/10/2025			
Horaire	Activités		
9h00-10h15	Plénière d'ouverture	/	/
10h20-10h50	Conférence inaugurale	/	/
11h05-12h05	Table ronde : Changer d'échelle pour transformer la société : coopérations financements et essaimage des solutions ESS à fort impact	Table ronde : Economie sociale et solidaire : levier pour la transition socioécologique du monde industriel (Lina Fahsi - REC)	/
Pause déjeuner			
14h00-15h00	Table ronde : Régions et territoires : leviers politiques et financiers pour le développement de l'ESS	Table ronde : Quels chemins pour la démocratie en entreprises ? (Sebastien Chaillou - CRESS IDF)	Table ronde : Genre et Economie sociale et solidaire : vers une égalité réelle et inclusive (Ermaüs et APF)
15h15-16h15	Table ronde : Economie circulaire et ESS : accompagner la transition durable des territoires (Charlène Lengendre-Dronne La Réserve des Arts)	/	/
16h30-17h30	Plénière : Les politiques locales d'ESS : quelle ambition pour changer d'échelle	/	/
17h45-18h45	CRAFT : une expérience européenne visant à améliorer le soutien et les politiques en matière d'innovation sociale	/	/
19h00	Rencontre Interress	/	/





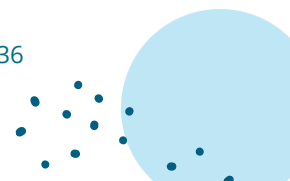
Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



30/10/2025			
Horaire	Activités		
9h00 - 10h00	Table ronde : Dynamiques continentales - Union européenne : les stratégies nationales de l'ESS : Soutenir le développement de l'économie sociale en tant que moteur de la croissance en Europe	/	/
10h15-11h15	Plénière : Après la reconnaissance de l'ESS par les organisations internationales, le temps des actes	/	/
11h00-12h30	Cocktail des partenaires organisé par Aéma Groupe	/	/
(12h45-13h45) Pause déjeuner/ Rencontre informelle avec Ruth Paserman, Directrice générale DG Emploi, affaires sociales et inclusion et Julien De Beys de la Commission Européenne			
15h15-16h15	Table ronde : Renforcer les écosystèmes sociaux : le rôle des réseaux nationaux dans le soutien aux entrepreneurs sociaux	Table ronde : Evaluer l'impact social, pourquoi et comment ? (Sebastien Chaillou CRESS IDF)	Table ronde : Handicap et accompagnement, l'apport de l'ESS (Patrice Giordano APF)
16h30-17h30	Plénière : Le financement de l'ESS, le défi des moyens - Salle Plénière Jeanne Deroin	Table ronde : Les marchés publics responsables : des lieux et des méthodes de coopération entre pouvoirs publics et acteurs de l'ESS (Cedric Dupas - CRESS IDF)	/
17h45-18h45	Table ronde : Entrepreneuriat et inclusion des femmes : renforcement des capacités (Marion Delattre - REC)	/	/
20h00-21h00	Lancement du mois de l'ESS	/	/





Cofinancé par
l'Union européenne

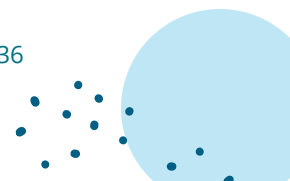
Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Ile-de-France



31/10/2025

Horaire	Activités
9h00 - 10h00	Table ronde : Coopérations internationales et plaidoyers multi-acteurs pour une ESS ancrée dans les territoires
10h15-11h15	Table ronde : Innovation sociale et action publique, leviers et tensions pour l'ESS : comparaisons internationales
11h30-12h30	Table ronde : Erasmus+ : plus qu'un échange étudiant, un catalyseur de bonnes pratiques et d'innovation sociale
(12h30-14h00) Pause déjeuner/ Rencontre informelle avec Marie Toussaint, Députée européenne Les Ecologistes	
11h30-12h30	Table ronde : Erasmus+ : plus qu'un échange étudiant, un catalyseur de bonnes pratiques et d'innovation sociale
14h00-15h00	Plénière : L'ESS un vecteur de pacification sociale
15h15-16h50	Plénière de clôture





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



Quelques tables rondes

Nous avons choisi de mettre en lumière trois tables rondes représentatives des enjeux actuels de l'Économie Sociale et Solidaire.

La première, « Changer d'échelle pour transformer la société », explore comment renforcer l'impact des organisations tout en préservant leur identité. La seconde, « CRAFT », présente une initiative européenne de co-construction d'outils et de recommandations pour soutenir l'innovation sociale. Enfin, « Dynamiques continentales : Union européenne » offre un panorama des stratégies nationales visant à développer l'ESS comme moteur de croissance et de cohésion sociale.

Ces trois tables rondes donnent un aperçu concret des pratiques, expériences et perspectives de l'ESS aujourd'hui à l'international.

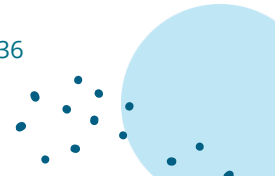
1/ Changer d'échelle pour transformer la société : coopérations, financements et essaimages des solutions ESS à fort impact

Cette table ronde a réuni plusieurs intervenants de France et du Québec, dont **Rachel Delorme** (TIESS), **Franck Fortuné** (CIRRMA - Caisse des Dépôts), **Isabelle Hoyaux** (ScaleChanger), **Julie Langlade** (APEC), **Elias Michelena** (Fiducie du Chantier de l'économie sociale), **Didier Kazadi Muamba** (RISQ) et **Anne-Sophie Vives** (Association L'Burn). La modération était assurée par **Laurence Moret** de la Fondation Crédit Coopératif.



Le changement d'échelle dans l'Économie Sociale et Solidaire se définit comme une démarche visant à augmenter la capacité d'action des organisations et à renforcer leur impact social. Il ne s'agit pas uniquement d'élargir le nombre de bénéficiaires, mais aussi de développer la capacité à se mettre en réseau, à s'adresser à d'autres politiques publiques et parfois à s'ouvrir à l'international.

Bien que souvent associé à des indicateurs financiers, le changement d'échelle repose également sur une vision stratégique, une gouvernance adaptée et la préservation de l'ADN de la structure. Ce processus demande du temps, une phase de maturation, et un accompagnement opérationnel, stratégique et financier.





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



Comment changer d'échelle ?

Les intervenants insistent sur l'importance de :

- S'entourer des bonnes compétences (opérationnelles, financières, accompagnement stratégique).
- Documenter et formaliser les pratiques existantes afin de les reproduire ailleurs.
- S'adapter : montée en professionnalisation, digitalisation, structuration interne.
- Ne pas dépendre d'un seul type de financement.

Le changement touche également profondément les équipes : il peut générer des inquiétudes (charge de travail, perte de sens, redimensionnement des équipes). À noter que plus de 94 % des structures ayant changé d'échelle ont fait évoluer leur gouvernance.

Exemple concret : L'Association L'Burn

L'Burn illustre ce processus via l'essaimage à Bordeaux :

- Introspection sur le modèle initial
- Montée en compétences
- Phase d'expérimentation et d'innovation
- Questionnement sur le rythme et l'organisation (désaccélération, recentrage)

Freins identifiés

- Financiers : besoin de fonds propres, difficulté d'accès aux financements, baisse des financements publics.
- Ressources humaines : crainte du changement, pression accrue, précarité des emplois (plus de CDD que CDI).
- Administratifs et juridiques : complexité des statuts associatifs, dépendance aux décisions fiscales.

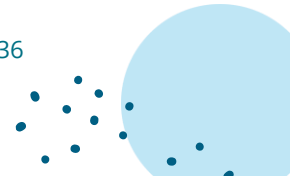
Questions essentielles

Peut-on grandir sans perdre son âme ?

Le changement d'échelle n'est pas obligatoire. Une structure doit clarifier sa vision, ses fondamentaux, et préserver ce qui fait son identité : culture interne, gouvernance, relation aux parties prenantes.

Propositions "si les intervenants étaient ministres"

- Création d'un fonds dédié à l'innovation sociale dans l'ESS
- Soutien technique, financier et humain renforcé
- Allègement fiscal et administratif
- Meilleur accès aux marchés publics





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

- Reconnaissance du burn-out dans le secteur
- Mise en place d'indicateurs d'impact élargis (non seulement économiques)

Enjeux systémiques

- Développer des relations basées sur la confiance plutôt que le contrôle
- Encourager la coopération multi-acteurs
- Repenser l'évaluation de la performance (intégrer des indicateurs d'impact social)
- Anticiper le risque lié à l'essaimage, dû à la faiblesse des trésoreries associatives
- Faire évoluer le cadre réglementaire pour permettre les changements d'échelle

Points importants à retenir

- Le changement d'échelle vise l'impact, pas seulement la croissance.
- Il nécessite structuration, professionnalisation et accompagnement.
- Préserver l'ADN et la vision de l'organisation est crucial.
- Le financement est un frein majeur ; diversification indispensable.
- Les équipes doivent être préparées et soutenues.
- Changer d'échelle ≠ obligation : il faut choisir son modèle de développement.
- Les politiques publiques et les outils d'accompagnement doivent évoluer.
- L'évaluation doit inclure des indicateurs sociaux et environnementaux, pas seulement économiques.
- La confiance, la coopération et le long terme sont au cœur du processus.





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



2/ CRAFT : Une expérience européenne visant à améliorer le soutien et les politiques en matière d'innovation sociale



Interventions de :

- **Jelena Grobenski**, MOBA, Network of housing cooperatives, Croatie
- **Goran Jeras**, ZEF, Cooperative of ethical financing, Croatie
- **Lucia Radu**, CRAFT Project Coordinator, Impact Hub Network, Autriche
- **Miruna Visinoiu**, CEE programs, Roumanie

Modération de:

- **Mathilde Pellizzari**, Toulouse Métropole, France

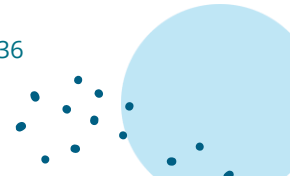
Soutenir et amplifier l'innovation sociale avec le projet CRAFT

Les intervenants ont insisté sur plusieurs valeurs fondamentales : le réseau, l'espoir, l'opérationnel et la réponse concrète aux besoins des citoyens. Leur conviction : pour transformer la société, il faut agir sur le terrain, en créant des outils adaptés aux entrepreneurs sociaux et en construisant des écosystèmes solides.

Origine et ambition du projet CRAFT

Le projet CRAFT est né du constat que les entrepreneurs sociaux ont des besoins spécifiques, insuffisamment couverts par les dispositifs existants. L'objectif est de créer un système de soutien sur mesure, fondé sur :

- des programmes adaptés
- des outils conçus avec les entrepreneurs
- des recommandations politiques structurantes





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Institut
Économique
et Social

Aujourd'hui, CRAFT c'est :

- 277 membres
- 12 outils développés
- 2 grands Policy Summits
- 21 recommandations politiques

Ces outils ont été créés dans une logique de laboratoire vivant, en co-construction avec les entrepreneurs.

Méthodologie du projet

Le processus s'est organisé en quatre étapes :

1. Analyse des besoins de l'écosystème
2. Premier sommet politique
3. Consultation finale
4. Second sommet politique

Le projet entre maintenant dans une phase de croissance et de mobilisation élargie, afin de renforcer la compréhension des politiques publiques et fédérer davantage d'acteurs.

Les recommandations politiques

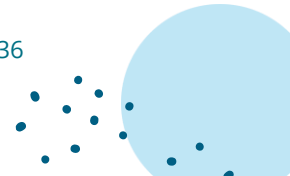
Les 21 recommandations issues des enquêtes et entretiens sont regroupées en 4 catégories :

- Promotion de l'innovation sociale
- Services d'accompagnement et montée en compétences
- Outils dédiés
- Financement de l'innovation sociale

Outils et initiatives développés

Les outils sont répartis en quatre axes, dont un volet dédié au commerce. Parmi eux :

- Communauté en ligne de pairs pour favoriser l'échange et le soutien mutuel
- Cartographie des services de soutien pour identifier les lacunes et y répondre
- Programme de renforcement des capacités (ex. ateliers pour PME et ONG pour faciliter l'accès aux financements)
- Création d'outils financiers adaptés
 - Exemple croate : plateforme coopérative donnant naissance à une banque coopérative





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



- Coopératives structurées pour soutenir leurs membres à grande échelle

Construire des écosystèmes collaboratifs

Le message est clair : pas de concurrence entre acteurs de l'innovation sociale, mais coopération.

Les intervenants souhaitent développer :

- des infrastructures collaboratives
- des espaces de partage entre pairs
- des systèmes économiques sociaux territoriaux

L'analyse de 30 entreprises confirme ce besoin d'écosystèmes forts.

Amplifier l'impact : rôle des institutions

Pour renforcer l'impact des entrepreneurs sociaux, les gouvernements doivent :

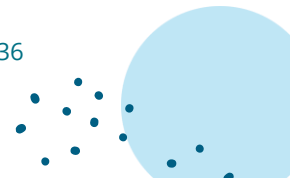
- Promouvoir les modèles exemplaires
- Sécuriser des financements publics et européens
- Encourager les entrepreneurs engagés via prix, co-crédation, soutiens dédiés
- Faciliter la rencontre entre entrepreneurs sociaux et investisseurs
- Financer l'"après-projet", souvent non couvert aujourd'hui

Le gouvernement doit investir davantage pour permettre à l'ESS de changer d'échelle durablement.

Points clés à retenir

- Les entrepreneurs sociaux ont des besoins spécifiques → nécessité d'outils adaptés et co-construits.
- CRAFT développe un écosystème complet : communauté, outils, recommandations, accompagnement.
- 21 recommandations politiques pour renforcer l'innovation sociale autour de 4 piliers (promotion, support, outils, financement).
- La collaboration est centrale : priorité au partage entre pairs, pas à la compétition.
- L'État et l'UE ont un rôle stratégique : financement, communication, reconnaissance, structuration des écosystèmes.
- Objectif final : permettre aux acteurs de l'innovation sociale de se renforcer, coopérer et amplifier leur impact sur la société.

Ressource : <https://craftaction.eu/>





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Institut Européen
de la Coopération
Sociale

3/ Dynamiques continentales - Union européenne : les stratégies nationales de l'ESS : Soutenir le développement de l'économie sociale en tant que moteur de la croissance en Europe

A l'heure de l'évaluation à mi-parcours du Plan Européen de l'Economie Sociale adopté en décembre 2021, la communauté ESS européenne craint des revers massifs et des ambitions politiques revues à la baisse. Cinq pays, réunis autour d'un IAT de l'OCDE, présenteront lors de ce panel, les avancées du développement de leur stratégies nationales ESS, suite à la recommandation du Conseil de l'Union Européenne du 27/11/2023, qui encourage les Etats membres à se doter d'une stratégie nationale spécifique visant à soutenir et développer l'ESS.



Interventions de :

- **Evelyne Ahipeaud**, Unité Investissement à Impact, ESS, Direction générale du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances, France
- **Stefania Athanasiou**, Cabinet du Secrétaire général à la Solidarité sociale et à la Lutte contre la pauvreté, Ministère de la Cohésion sociale et des Affaires familiales, Secrétariat général chargé de l'Economie sociale, Grèce
- **Julien De Beys**, Commission européenne, Belgique
- **Werner Pirnay**, Relations extérieures européennes et internationales, Unité Economie Sociale, Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche, Belgique
- **Eduardo Pedroso**, DATA analyst, CASES (Cooperativa Antonio Sergio para a Economia Social), Portugal
- **Ivana Sesar**, Ministère du Travail, du Système de retraites, de la Famille et de la Politique sociale, Croatie

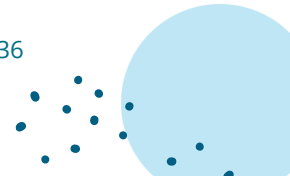
Modération de :

- **Amal Chevreau**, OCDE, France

Cadre européen : ambitions et avancées

Depuis 2021, le plan d'action de l'UE comprend plus de 60 engagements destinés à stimuler l'ESS, dont :

- Adapter les règles d'aides d'État pour mieux soutenir les entreprises sociales





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC

- Créer l'EU Social Economy Gateway, plateforme d'information européenne
- Organiser des ateliers sur des marchés publics plus inclusifs
- Mobiliser le programme InvestEU pour financer les entreprises sociales via des intermédiaires financiers

Selon la Commission européenne, la majorité de ces actions est déjà réalisée. Une recommandation du Conseil adoptée en novembre 2023 a renforcé cette dynamique en encourageant chaque État membre à adopter ou réviser sa stratégie nationale ESS. Les pays bénéficient également du TSI (Instrument d'appui technique), utile pour structurer ces stratégies et faciliter la coopération.

Prochaine étape : une révision à mi-parcours du plan d'action en 2026 (bilan + nouvelles actions). Une communication est attendue début 2026.

Les intervenants font partie d'un groupe créé à la suite d'un workshop en 2024.

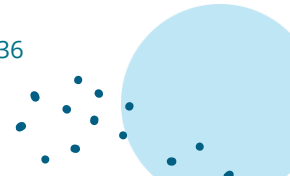
Perspectives nationales présentées

PT Portugal

- L'ESS représente 6 % de l'emploi salarié.
- Secteur clé pour la cohésion sociale, très présent dans les soins, l'inclusion, l'innovation sociale, le logement.
- Défis : manque de coordination entre acteurs, absence historique de stratégie nationale.
- Objectifs :
 - définir une vision commune
 - créer un cadre d'évaluation (indicateurs)
 - apprendre des autres États membres

France

- ESS très importante mais pas encore de stratégie nationale, malgré un cadre législatif.
- Dynamique déclenchée par la recommandation européenne + appui technique multipays.
- Large consultation nationale : 18 consultations régionales + travail avec acteurs et institutions.
- Objectifs :
 - élaborer une stratégie ESS sur 10 ans
 - créer un compte satellite ESS pour mieux mesurer le secteur





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Institut
Européen
de
Coopération

- lancer une grande campagne de communication sur l'ESS
- Besoin rappelé : organiser des rencontres en personne pour renforcer la dynamique.

Wallonie

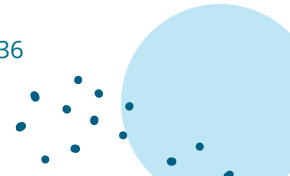
- Cadre légal ESS existant depuis 2008.
- Stratégie régionale 2020-2021 avec résultats concrets :
 - 500 emplois pérennisés
 - 400 structures accompagnées
 - 2 000 étudiants sensibilisés
- Intérêt du projet EU :
 - partager bonnes pratiques
 - renforcer cohérence européenne
 - coopération avec l'OCDE pour crédibiliser la stratégie ESS
- Enjeu : replacer l'ESS au cœur des politiques régionales transversales.

Croatie

- Pas encore de définition officielle ni de stratégie ESS, mais volonté forte d'avancer.
- Obstacles : manque de compréhension politique, manque de financement, méfiance des acteurs.
- Ambition :
 - créer un registre officiel de l'ESS financé par le FSE+
 - disposer de données mesurables
 - reconstruire la confiance entre secteur et institutions
- Projet OCDE essentiel pour structurer et sécuriser l'écosystème.

Échanges complémentaires

- L'industrie textile (Portugal) illustrée comme un secteur où l'ESS peine à se positionner.
- Coordination inter-DG au sein de la Commission : DG EMPL pilote, collaboration avec DG GROW.





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

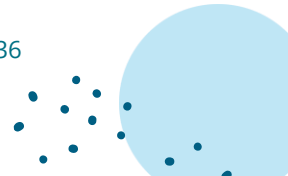
cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

- Outils européens utiles : Eurobaromètre sur l'ESS, plateforme Better Entrepreneurship Tool. <https://betterentrepreneurship.eu/en/home>
- Importance de traductions et d'accessibilité pour diffuser la culture ESS dans les pays.

Points clés à retenir

- L'UE est moteur : Plan d'action 2021, recommandation 2023, appui technique, financements.
- Objectif européen : stratégies nationales ESS partout en Europe.
- Pragmatisme + collaboration : échanges multipays, rôle de l'OCDE, consultations territoriales.
- Besoin de mesure et de données : registres nationaux, comptes satellites, indicateurs d'impact.





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

Deux rencontres, un état des lieux ESS dans l'UE

Lors de notre délégation au GSEF 2025 à Bordeaux, nous avons tenu deux rencontres importantes pour mieux comprendre les évolutions à venir concernant l'économie sociale et solidaire au niveau européen. La première a eu lieu avec Ruth Paserman et Julien De Beys de la DG Emploi de la Commission européenne. La seconde s'est tenue avec la députée européenne Marie Toussaint et son assistant Benjamin Roudet.

Ces échanges nous ont permis d'obtenir des éléments concrets sur la révision du Plan d'action pour l'économie sociale, sur la refonte du cadre financier pluriannuel, ainsi que sur les conséquences du contexte politique et budgétaire actuel pour les acteurs sociaux. Ils éclairent aussi le rôle que peuvent jouer les collectivités, les réseaux et les porteurs de projets dans les discussions en cours.

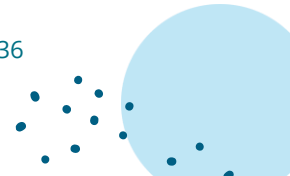
1/ Échange avec Ruth Paserman et Julien De Beys, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (Commission européenne)

L'échange avec **Ruth Paserman** et **Julien De Beys** a permis de dresser un panorama détaillé des évolutions en cours au sein de la Commission européenne, notamment concernant l'économie sociale, les perspectives budgétaires et les transformations à venir dans la gouvernance et les modalités de financement.

Plan d'action pour l'économie sociale

Ils ont d'abord rappelé que le Plan d'action européen pour l'économie sociale fera l'objet d'une révision intermédiaire en 2026. Cette étape vise à renforcer le cadre d'action existant et à consolider l'appui aux acteurs de l'économie sociale. La commissaire actuellement en charge se montre d'ailleurs particulièrement favorable au développement de l'ESS, ce qui constitue un signal politique positif.

Vers un nouveau cadre financier : simplification et restructuration





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

Concernant le cadre financier pluriannuel, la Commission s'engage dans une logique de simplification profonde. L'objectif est de rendre l'accès aux financements plus lisible et plus fluide pour les porteurs de projets, notamment grâce à une rationalisation des programmes. Les négociations doivent aboutir d'ici décembre 2026. Dans cette optique, plusieurs transformations majeures sont envisagées :

- création d'un Fonds européen pour la compétitivité, fusionnant les programmes liés à la compétitivité ;
- regroupement des fonds structurels dans un fonds européen unique, accessible via un portail centralisé ;
- logique de "pot commun" entraînant la disparition des enveloppes clairement identifiées fonds par fonds ;
- volonté d'offrir davantage de flexibilité aux États et porteurs de projets.

Cette refonte soulève néanmoins une conséquence notable : les dotations du futur fonds global ne seraient plus distinctes, ce qui peut créer un risque de dilution des priorités sociales.

Suivi, indicateurs et performance

La Commission travaille également à une refonte des mécanismes de suivi et d'évaluation, avec un règlement unique couvrant l'ensemble des fonds. Cette simplification s'accompagnerait d'une baisse très significative du nombre d'indicateurs, passant de 5 000 à environ 900. Cette réduction doit permettre de concentrer l'évaluation sur les résultats et non sur une accumulation de critères administratifs.

Orientations budgétaires et priorités transversales

Sur le plan budgétaire, une enveloppe indicative de 14 % serait dédiée aux enjeux sociaux. La Commission affirme vouloir privilégier une approche plus transversale, avec moins de fléchage spécifique. Cette logique, si elle offre plus de souplesse, comporte aussi un risque de dilution des priorités sociales. Ce sera un fonds horizontal qui couvrira un large éventail de thèmes : sécurité, transition écologique, digital, santé, biotechnologies, et comprendrait une part de 20 % affectée à l'agriculture, appelée à se substituer à la PAC.

Rôle des régions

La question du rôle des régions a suscité de fortes réactions : la Commission envisage des négociations directes avec celles-ci, mais cette orientation dépendra des États membres. Plusieurs régions craignent une perte de compétences, de responsabilités et d'enveloppes budgétaires. Par ailleurs, un risque est identifié concernant le pouvoir discrétionnaire accru des autorités de gestion, notamment dans l'appréciation du caractère social des projets.





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



Modalités de financement

Les modalités de financement devraient aussi évoluer, avec un passage à un système fondé sur la performance plutôt que sur les coûts, un changement bien accueilli par les interlocuteurs. La Commission souhaite également augmenter les taux d'avances pour soutenir la trésorerie des porteurs de projets.

ESS en Europe : dynamique contrastée

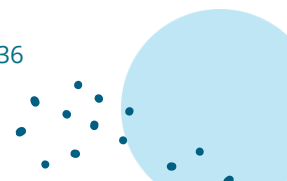
La discussion a mis en lumière une dynamique renouvelée autour de l'ESS en Europe. Plusieurs pays, de plus en plus nombreux, élaborent désormais leur propre stratégie en matière d'économie sociale. L'Espagne a été citée comme exemple particulièrement avancé, tandis que la France apparaît comme rencontrant encore certaines difficultés. Même si la DG GROW ne porte plus directement ces sujets, la Commission entend poursuivre ses efforts en faveur de l'ESS, notamment par une simplification des dispositifs. Les vingt principes du Socle européen des droits sociaux demeurent la référence en matière de politique sociale et d'emploi, mais leur traduction dans les nouveaux indicateurs de performance reste encore inachevée. L'intention d'intégrer davantage de conditionnalités sociales a cependant été confirmée.

Marchés publics : nouvelles opportunités sur le long terme

S'agissant des marchés publics, les échanges ont souligné la nécessité d'agir sur les seuils afin de favoriser l'accès des acteurs de l'ESS. La directive sur les marchés publics évoluera sous l'influence du Buy EU Act et des impératifs de transition écologique. Il n'y aura pas de mécanisme équivalent à « ASER », mais les critères environnementaux et l'approche Buy EU s'imposeront progressivement. Cela pourrait permettre de s'affranchir de la logique du « moins-disant » fondée strictement sur le prix, ouvrant potentiellement de nouvelles opportunités pour l'ESS.

Attentes vis-à-vis des acteurs de l'ESS

En conclusion, Ruth Paserman a insisté sur l'importance du rôle des acteurs de l'ESS dans la phase actuelle : leur contribution centrale est de faire remonter les besoins et réalités du terrain, afin que les dispositifs futurs soient adaptés et réellement accessibles.





2/ Échange avec Marie Toussaint Députée européenne du groupe Les Verts et son assistant Benjamin Roudet

L'échange a permis de dresser un panorama des dynamiques actuelles autour de l'économie sociale et solidaire au niveau européen. Il est d'abord apparu que, malgré les avancées récentes, l'ESS demeure une notion très marquée par l'approche française, même si elle progresse progressivement en Europe grâce aux efforts de plaidoyer. Depuis 2021, plusieurs initiatives structurantes ont émergé, souvent impulsées par l'action de Nicolas Schmit. Un rappel institutionnel a souligné que la Commission européenne reste la seule institution dotée du droit d'initiative législative, le Parlement ne pouvant que solliciter de nouvelles directives sans proposer lui-même de textes contraignants.



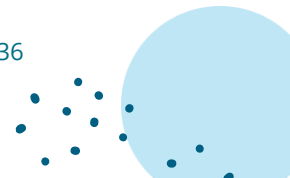
Avancées et limites depuis 2021

Plusieurs dispositifs favorables à l'ESS ont vu le jour dans le cadre du Pacte vert. Toutefois, sur les questions sociales, le rapport de force à venir sera déterminant pour préserver les acquis actuels. Le plan d'action européen pour l'ESS, contrairement à certaines inquiétudes, n'a pas disparu : une révision à mi-parcours est prévue en 2026, ce qui ouvrira une nouvelle fenêtre de plaidoyer pour les organisations.

Remise en cause du cadre budgétaire européen

Le Parlement européen a récemment rejeté la proposition de la Commission pour le prochain cadre financier pluriannuel. Ce rejet repose sur plusieurs facteurs :

- la demande d'une conditionnalité liée au respect de l'État de droit,
- une inquiétude concernant l'affaiblissement du pouvoir du Parlement,
- la nécessité de clarifier et d'ordonner la multitude de fonds existants,
- des incohérences perçues dans la proposition de la Commission, notamment la disparition de certaines lignes budgétaires (régions, pôles de compétitivité...),
- une architecture budgétaire contestée : 14 % consacrés au social, 35 % à l'environnement.





Contexte géopolitique et conséquences pour l'ESS.

Le contexte international pèse fortement sur les priorités budgétaires de l'Union. L'effort de guerre augmente considérablement et absorbe une part croissante des ressources, ce qui entraîne une contraction des financements ailleurs. Plusieurs risques majeurs ont été identifiés :

- la disparition possible des appels à projets entièrement centrés sur le social,
- un climat perçu comme une « chasse aux associations », avec une baisse de financements, et des difficultés accrues pour les ONG à mener du plaidoyer lorsqu'elles reçoivent des fonds (exemple : ne peuvent plus faire de plaidoyer contre les mesures de la majorité),
- une simplification administrative qui favorise des projets à rentabilité rapide, au détriment des initiatives à impact social ou sociétal.

Des perspectives néanmoins positives

Malgré ce contexte, plusieurs avancées importantes ont été obtenues ces dernières années :

- la mise en place d'un revenu minimum européen,
- l'intégration accrue de clauses sociales et environnementales dans la commande publique (ex. origine des matériaux).

La réforme européenne des marchés publics prévue pour 2026 constituera une étape décisive. Le plaidoyer sera crucial pour garantir que les petites structures, souvent issues de l'ESS, ne soient pas mises à l'écart de la commande publique.

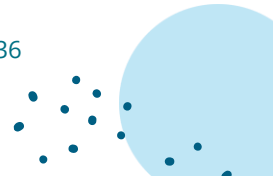
Acteurs et interlocuteurs à mobiliser

Selon Marie Toussaint, plusieurs interlocuteurs sont à privilégier dans les mois à venir :

- Raffaele Fitto, vice-président exécutif chargé de la cohésion et des réformes ;
- Teresa Ribera, première vice-présidente de la Commission ;
- Côté DG Finance, cela peut être plus compliqué
- les députés de la commission Budgets (BUDG), responsables des questions du budget pluriannuel ;
- pour la commande publique : les membres de la commission IMCO (marché intérieur).

Rôle des Etats membres et des collectivités

Très peu d'États membres ont fourni leur feuille de route pour les fonds européens, notamment concernant le FSE+ : seuls trois s'y sont conformés à ce stade. Or produire une telle feuille renforce le poids politique d'un pays et constitue un outil de soft power. Les collectivités jouent également un rôle déterminant : l'exemple des villes mobilisées





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



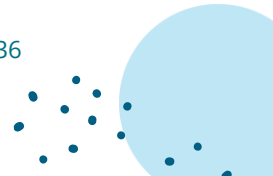
collectivement sur la question du logement direct démontre qu'une mobilisation coordonnée peut conduire à des victoires concrètes.

Un enjeu central est donc d'encourager les villes et régions à s'organiser et à porter leurs propositions. Plusieurs pistes émergent : une éventuelle délégation mixte avec des élus l'an prochain, ou encore la mobilisation de réseaux structurants comme Eurocities.

Recommandations stratégiques de Marie Toussaint

Selon elle, il reste important de faire entendre la voix des petites structures, mais dans le contexte actuel où l'ESS n'est pas une priorité politique, cette stratégie n'est plus la plus efficace. Elle suggère une autre approche : promouvoir l'ESS sans forcément passer par l'ESS, en travaillant secteur par secteur.

Un modèle inspirant est celui de l'économie circulaire : ses principales avancées européennes n'ont pas émergé via un plaidoyer « ESS », mais à travers des stratégies sectorielles ciblées (textile, acier, cleantech, etc.). Une logique similaire pourrait être déployée pour gagner en influence.





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
Île-de-France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

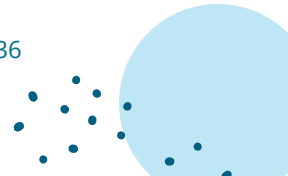
IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



Les Déclarations du Forum

Plusieurs déclarations ont été produites à l'issue de la 7^e édition du Forum mondial de l'ESS, Bordeaux GSEF 2025.

- [La Déclaration de Bordeaux GSEF 2025](#) : déclaration qui pose la feuille de route politique qui conduire au prochain Forum
- [La Déclaration pour une paix durable](#)
- [La Déclaration internationale de la jeunesse pour l'ESS](#) : déclaration qui a été créée par les délégations de jeunes du GSEF en convergeant les plaidoyers continentaux





Cofinancé par
l'Union européenne

Région
île de France

cress
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France

IEC
Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Île-de-France



Conclusion

La délégation ressort du GSEF 2025 avec un retour largement positif et partagé. Les plénières, tables rondes et échanges informels ont apporté une véritable ouverture. Plusieurs membres parlent d'un « *regard plus clair sur les politiques européennes* », d'autres évoquent « *une meilleure compréhension des leviers concrets* » pour défendre les intérêts des structures de l'ESS francilienne. L'événement a aussi renforcé la cohésion interne : « *on a enfin eu l'occasion de se voir travailler ensemble* », même si le besoin de « *temps collectifs supplémentaires* » pour mieux se connaître a été souvent mentionné.

Au fil des échanges informels, un constat s'est imposé : la nécessité de structurer davantage un plaidoyer commun, de mieux partager les informations européennes et d'avancer vers une compréhension collective des enjeux européens et internationaux de l'ESS.

La délégation repart donc avec une dynamique renforcée, l'envie de maintenir les liens créés et la volonté de capitaliser sur les connaissances acquises. Tous expriment le souhait de poursuivre le travail engagé pour une ESS francilienne plus visible, plus structurée et mieux représentée en France comme en Europe.

La parole aux participant.es :

“ Séjour vraiment riche et stimulant ”

“ Des temps d'échanges très utiles pour comprendre ce qui se joue au niveau européen et international ”

“ Un regard plus clair sur les politiques européennes ”

“ Une meilleure compréhension des leviers concrets ”

“ On a enfin eu l'occasion de se voir travailler ensemble ! ”

